



14-02-2013

Tunisie: le Peuple continue la lutte

Les tensions économiques et sociales de 2011 ont provoqué la chute du Président Ben Ali. Depuis deux ans la situation s'est aggravée, 18% de la jeunesse est au chômage, 50% et plus dans certaines régions. Rien n'a été réglé pour la population... Les difficultés économiques et sociales, loin d'être résorbées, se sont aggravées.

Le mercredi 6 février, à Tunis, Chokri Belaïd, un farouche opposant aux islamistes est assassiné. Nous dénonçons cet acte ignoble et lâche.

Accompagnées par un mouvement de grève générale lancé par le puissant syndicat UGTT les funérailles de Chokri Belaïd ont rassemblé 1,4 million de personnes, pour un pays qui compte 10,2 millions habitants.

Le peuple tunisien ne se laisse pas faire, la lutte continue.

La Tunisie a rejoint les pays sous tutelle du FMI (Fond Monétaire International) comme la Grèce, l'Italie, l'Espagne, avec les conséquences que l'on connaît!

Le FMI réclame même des réformes contenues dans un "*Programme des Réformes Structurelles*", avec:

- La dévaluation du dinar d'au moins de 50 %.
- L'obligation pour l'Etat de vendre le service public comme la STEG (production et distribution de l'électricité et du gaz naturel), la SONEDE (exploitation et distribution des eaux), l'obligation de vendre les parts détenues par l'Etat dans Tunisie Télécom, La Poste, Tunisair, etc... Français et Européens appuient toutes ces "tendances démocratiques" gages d'une coopération fructueuse entre les deux rives de la Méditerranée. Tout ça dans l'intérêt du grand capital qui veut mettre la main sur ce pactole!

On comprend que pour exécuter un tel programme antisocial avec une série de réformes impopulaires, la voie recherchée soit l'union sacrée entre les forces dites démocrates, qu'elles soient

islamistes ou laïques. L'objectif n'est-il pas d'enfoncer plus profondément le pays sur les rails du profit capitaliste ? Certains préconisent même d'impliquer l'organisation syndicale UGTT dans l'exécutif du pays pour mettre en œuvre ces fameuses réformes de la fonction publique, du système de sécurité sociale et la caisse générale de compensation... Rien de bon à attendre pour les salariés et la population...

Le parti communiste ouvrier tunisien (PCOT) vient d'achever sa mutation en abandonnant les mots ouvrier et communiste. Il s'appelle désormais le Parti des Travailleurs Tunisiens (PTT), abandonne l'emblème de la faucille et du marteau... et veut constituer un vague front populaire aux contours très flous. Ce n'est vraiment pas le moment.

Parce que le mécontentement populaire s'exprime de plus en plus violemment avec une pauvreté et un chômage croissant qui ne peuvent que déboucher sur un durcissement des luttes, le peuple Tunisien a besoin plus que jamais d'un Parti communiste révolutionnaire, fort.

www.sitecommunistes.org